« La fermeture du laboratoire n'est que provisoire »

BIOLOGIE MARINE L'université Claude-Bernard Lyon 1 confirme son intérêt dans l'avenir de l'institut Michel-Pacha, sans être en mesure d'établir un calendrier de réouverture.

Un faux départ. Officiellement, le laboratoire de recherche de biologie marine de l'institut Michel-Pacha est fermé depuis le 1er mai. Le 24 juin dernier, des déménageurs sont venus vider les lieux. L'électricité a été coupée, les portes sont closes.

Définitivement? Non, à en croire les responsables de l'Université Claude-Bernard Lyon 1. « *La fermeture du laboratoire de recherche de l'institut Michel-Pacha n'est que provisoire* », affirme Guy Annat.

Le nouveau vice-président de l'université se veut rassurant : « *Je crois qu'il y a eu un malentendu dans le passé. La décision que nous avons prise n'est pas définitive. Elle a été dictée par deux impératifs. La raison majeure est sécuritaire. L'état du rez-de-chaussée ne permet pas aux chercheurs de travailler dans des conditions correctes. De plus, la recherche en biologie marine de l'antenne seynoise n'était pas au niveau de ce qu'exige notre université* ».

L'université en parfait accord avec la mairie

Le président de Lyon 1, Lionel Collet, et Guy Annat sont même venus, fin octobre, à La Seyne pour rencontrer le maire. Une preuve de leur attachement au site? « *En réalité, on devait se voir plus tôt mais mon accident vasculaire cérébral a repoussé le rendez-vous. Ils ont été étonnés de l'annonce du retrait de l'activité. Pour eux, l'objectif est de poursuivre la recherche ici. Au bout de trente minutes de discussion, j'étais complètement rassuré. Pour eux, il n'est pas question de fermer* », avoue Marc Vuillemot.

Le premier magistrat de la ville et les responsables semblent donc aujourd'hui sur la même longueur d'ondes : « *Nous sommes en parfait accord avec le maire sur le diagnostic et le pronostic du laboratoire* », renchérit Guy Annat.

Débloquer des fonds pour la réhabilitation

Ces déclarations d'intentions ne suffiront pas à réintégrer du jour au lendemain le laboratoire. L'université a besoin d'argent pour démarrer la réhabilitation. Et pour l'heure, aucune évaluation financière concrète n'a été établie. « *Nous avons besoin de faire un bilan de l'ampleur des travaux puis de lancer un tour de table avec tous les partenaires possibles que ce soit les collectivités locales ou le CNRS* », explique le vice-président de Lyon 1. Aucun calendrier précis n'a été établi par l'université mais le maire espère un retour dans environ deux ans. La patience est de rigueur.

O. M.

Le rez-de-chaussée de l'institut Michel-Pacha nécessite d'être complètement réhabilité avant d'envisager de rouvrir le laboratoire de biologie marine. (Photo d'archives)

Une action en justice engagée par les ayants droit

Une association constituée d'ayants droit a engagé des démarches auprès du tribunal de grande instance contre l'Université de Lyon 1. « *Nous leur avons adressé un courrier. C'est vrai que nous ne pourrons pas investir de l'argent s'ils ne retirent pas leur plainte* », concède Guy Annat, vice-président de l'université Claude-Bernard. L'association aurait un regard sur la destinée de l'institut et l'université serait tenue de disposer d'un laboratoire dans la recherche marine. C'est d'ailleurs peut-être une des raisons qui a motivé l'université a confirmer sa présence à La Seyne. À l'heure où nous bouclons cet article, nous n'avons pas été en mesure d'entrer en contact avec les ayants droit.

Le CNRS investit dans le premier étage

L'équipe scientifique du projet Antarès du CNRS a, depuis un certain temps, déjà émis le souhait d'évoluer dans un espace plus grand *(voir notre édition du 19 septembre)*. Aujourd'hui, l'université de Lyon 1 avoue être très favorable à l'extension du CNRS au sein de l'institut Michel-Pacha. L'université a tout à gagner scientifiquement et financièrement du développement de ce prestigieux locataire. « *Nous utilisons déjà une partie du premier étage. Notre volonté est de l'utiliser entièrement. Nous allons d'ailleurs investir 100000 euros pour le restaurer. Les premières études ont été lancées* », explique John Carr, le responsable du projet scientifique. En revanche, le CNRS se montre moins intéressé par le rez-de-chaussée. « *Nous nous servons parfois de la petite salle de conférence mais nous n'avons pas besoin de plus* », précise le scientifique.